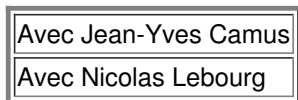


Les partis d'extrême droite européenne face au double piège de la banalisation et de la radicalisation

La fin du XXe siècle a vu, à la droite de l'échiquier politique, l'émergence de partis extrêmes ou radicaux, en rupture avec les traditions nazie ou fasciste, et dont l'objectif est bien la conquête du pouvoir par la voie électorale et démocratique. Ces mouvements permettent de penser les mutations de l'extrême droite et son adaptation aux temps présents. Extrait de "Les Droites extrêmes en Europe", de Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg (2/2).



Il existe d'autres pays sans extrême droite. Ils semblent partager un certain nombre de traits spécifiques. L'Islande est un autre État récent (1944) où le récit national, la culture populaire sont profondément consensuels et enracinés. Monaco, le Liechtenstein, le Luxembourg sont des monarchies constitutionnelles prospères géographiquement réduites. Leur démocratie de proximité contribue à l'apaisement des tensions sociales, et leur richesse impose une vie politique apaisée : la question nationale, si elle y existe, ne peut pas aboutir à la création d'un parti cherchant à conquérir le pouvoir sur des bases ethnicisantes. Dans le cas de Monaco, que pourrait être le socle revendicatif d'une extrême droite ? La Constitution monégasque prévoit que « la priorité est assurée aux Monégasques pour l'accèsion aux emplois publics et privés », et la loi réserve aux nationaux l'accès au domaine immobilier de l'État. En fait, l'absence d'une extrême droite populiste venant contester cet ordre social éclaire la confusion souvent faite entre « populaire » et « populiste ». Le succès des formations populistes ne saurait être interprété comme une revendication d'une politique sociale. Ce qui est réclamé, c'est une hiérarchie sociale jugée légitime : l'exclusion des uns a valeur d'inclusion des autres.

Les États d'extrême droite portent ce fait au paroxysme. L'essentiel en fut balayé en 1945, l'impérialisme du IIIe Reich ayant signé leur perte. Seules les dictatures ibériques y survécurent, Salazar et Franco ayant fait le choix non de l'impérialisme mais de l'autarcie. Or, comme l'a analysé l'historien du communisme Romain Ducoulombier, ce qui a fait le propre et la longévité du communisme d'État n'est ni le totalitarisme ni l'internationalisme : « l'enclosure géographique, économique et culturelle des sociétés communistes est un trait commun et une caractéristique fondamentale de leur gouvernance », permettant à l'appareil d'État de « conjurer la contingence et l'instabilité intrinsèques de l'individualisme moderne » 1. Si ces régimes dans leurs faits et idées sont fondamentalement différents, c'est la même enclosure qui a permis aux États nationaux-catholiques de perdurer. Cependant, on connaît les vers de Patrice de La Tour du Pin : « Tous les pays qui n'ont plus de légende seront condamnés à mourir de froid 2. » Salazarisme et franquisme sont morts d'avoir oublié que cet adage vaut aussi pour les pays qui cessent d'avoir une histoire et pensent ainsi être heureux. C'est cette absence de projection dans l'avenir qui les a menés à leur perte, ainsi que, pour ce qui concerne l'Estado Novo portugais, l'inéluctable échec de la tentative de sauver son empire par des guerres coloniales, tout ceci enclenchant le processus menant à la révolution des Oeillets de 1974. Le seul régime d'extrême droite à avoir été instauré dans l'Europe d'après 1945 est la Grèce des colonels, dont le sort a été scellé par son aventure chypriote. Le seul système à avoir donc tenu jusqu'à la mort de son chef fut celui de Franco, parfaitement enfermé entre les Pyrénées et l'embouchure du Guadiana. Les États d'extrême droite ne survivent pas hors de l'enclosure intégrale telle que définie par Romain Ducoulombier. Et le franquisme ne survécut pas à Franco, tant la réussite prolongée de cette enclosure aurait condamné la société à s'abandonner elle-même.

Dans les États démocratiques, les extrêmes droites sont aussi mortelles. Des mouvements comme le poujadisme en France et les Republikaner en Allemagne montrent qu'un changement radical du rapport État-société, coeur de leur production, leur est fatal. Dans un cadre continu, les partis d'extrême droite pâtissent généralement de leur participation même indirecte aux majorités parlementaires. Certes, l'épreuve des responsabilités politiques est douloureuse politiquement pour tous les partis. Mais, on l'a vu, quel que soit le pays, les partis d'extrême droite endurent un retour de bâton particulièrement important de l'électorat. Revenus dans l'opposition, ils cherchent alors à se revivifier par un réaligement populaire et xénophobe en charge d'exprimer le désir de hiérarchie sociale légitime. Globalement, cela fonctionne et nourrit derechef une demande sociale autoritaire. Le cas du FPÖ autrichien peut servir de prototype en la matière.

Ce mécanisme paraît s'expliquer par la question de l'autonomie de l'offre politique proposée, une extrême droite aux contours par trop indifférenciés perdant sa capacité d'aimantation sociale. Le cas de l'Alleanza Nazionale démontre que la sortie de l'extrême droite peut entraîner la mort politique, celui du Vlaams Belang, que le déséquilibre entre charge subversive et intégration institutionnelle au bénéfice de cette dernière peut finir par être problématique justement dans la course institutionnelle. Toutefois, ceux qui crurent en déduire que la radicalité était le chemin en furent pour leurs frais, Jobbik et Aube dorée parvenant seuls à maintenir l'extrême droite radicale à un haut niveau, dans des contextes fort

différenciés de ceux de l'Europe de l'Ouest. La radicalité des internationales a elle aussi été un échec, car soit elles surinvestissaient l'élément subversif (le cas du Front européen de libération), soit elles s'inscrivaient dans un projet d'avancée globalisante (l'unionisme blanc, des socialistes-européens aux apôtres de l'Eurosibérie), alors que la demande d'extrême droite se construit par des réactions à l'encontre des avancées de la globalisation.

L'actuelle demande autoritaire en Europe n'est certes pas une simple réponse à la crise financière. Mais, dans le cadre de la droitisation et de la désoccidentalisation du monde (1973), la crise géopolitique (2001) a permis l'éclosion du néopopulisme. Non seulement l'Occident sait désormais qu'il n'est pas seul au monde, mais la capacité de l'islamisme radical à frapper chaque État au cœur et à contester la légitimité de la démocratie place l'Europe dans une crise géostratégique et de son estime de soi. La crise financière (2008) a permis le succès de la mutation du national-populisme en souverainisme intégral. Alors que nous achevons l'écriture de cet ouvrage, l'opinion publique découvre à travers le cadavre d'Aylan Kurdi comment la question des réfugiés sud-méditerranéens a enclenché une crise migratoire. À chaque étape de la globalisation, l'extrême droite trouve un ressort pour proposer la voie de l'enclosure comme solution protectrice. Avec la conjonction de ces crises, l'extrême droite ne saurait mourir en Europe. Comme elle fait partie de notre histoire, elle participera de notre avenir.

Extrait de "[Les Droites extrêmes en Europe](#)", de Jean-Yves Camus et Nicolas Lebourg, [publié aux éditions du Seuil](#), 2015. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

□